

Milan Ristović

L'insurrection de décembre à Athènes
Intervention britannique et réaction yougoslave
(décembre 1944 – janvier 1945)

Une conjonction d'événements politiques importants pour le renforcement de la position des communistes yougoslaves vers la fin de 1944 et le commencement de 1945, contraints qu'ils étaient, par décision des Alliés, de coopérer avec des politiciens bourgeois (un gouvernement de coalition fut établi le 7 mars 1945), les dernières opérations pour la libération du pays (déclenchées pendant l'hiver sur le front sirmien), des relations tendues avec les alliés occidentaux, un différend avec le parti communiste grec (KKE) sur la question macédonienne, les projets de mise en place d'une « fédération » avec la Bulgarie pour « l'unification de la Macédoine » – voilà tous les facteurs qui ont entraîné l'extrême prudence et la passivité dont ont fait preuve les dirigeants communistes yougoslaves pendant le « deuxième round », cours, dramatique et sanglant, de la guerre civile en Grèce.¹

Les combats de rues (*Ta Dekemvriana*), qui commencèrent le 3 décembre 1944 à Athènes, ont marqué le début d'une nouvelle étape du conflit, qui aboutit finalement à la défaite de la gauche dans la « bataille d'Athènes » et à une trêve le 11 janvier 1945.² Cependant, ces conflits ont accentué le clivage entre les nouveaux régimes communistes dans les Balkans et le gouvernement grec, qui s'est aggravé pendant les années de la guerre civile en Grèce.

Au début du soulèvement de décembre 1944, les dirigeants du KKE demandèrent à leur représentant à Belgrade, Andreas Tzimas, de solliciter

¹ Heinz Richter, « The Battle of Athens and the Role of the British », in *From Resistance to Civil War*, ed. M. Marion Sarafis (Nottingham, 1980), 78.

² Haris Vlavianos, « The Greek Communist Party in Search of a Revolution », in *Resistance and Revolution in Mediterranean Europe 1939–1948*, ed. Tony Judt (Londres et New York, 1989), 189–192.

à nouveau une aide en armes, que Josip Broz-Tito refusa.³ Cette réponse ne correspondait pas à ce que la même instance avait dit à Tzimas et à St. Anastasiadis (également membre du Comité central du KKE) un mois auparavant, à savoir qu'en cas de conflit avec les Britanniques, une assistance serait apportée aux communistes grecs. En cette première occasion, ils avaient en outre été encouragés à ne pas accepter de désarmer les unités de l'ELAS.⁴ D. Partsalidis (membre du Bureau politique du KKE) prétendait au contraire que les partis communistes de Yougoslavie, d'Albanie et de Bulgarie admettaient qu'ils n'étaient pas en mesure d'apporter une assistance efficace aux communistes grecs dans leur lutte éventuelle contre les Britanniques.⁵

On a donné plus tard comme explication à ce changement de position des leaders partisans qu'une aide à la gauche grecque pourrait donner aux Britanniques une raison d'intervenir en Yougoslavie.⁶ La méfiance envers les Britanniques augmenta visiblement après que le corps expéditionnaire du général britannique Ronald Scobie se fut joint aux combats de rues dans Athènes. Selon le témoignage de Vladimir Dedijer, l'entrée des unités de Scobie dans la bataille pour Athènes causa une « espèce de panique » à Belgrade, parce qu'on croyait que la manœuvre britannique visait de la même façon l'Armée de libération nationale de Yougoslavie.⁷

Les dramatiques développements étaient suivis avec grande attention dans la capitale yougoslave, mais ne donnèrent pas lieu à des commentaires officiels au cours des premières semaines. Des informations plus ou moins neutres parurent dans la presse yougoslave aux premiers jours du conflit. Cependant, divers communiqués d'agences (de Londres et d'Athènes) et leur « conditionnement » de propagande montrent où allaient les sympathies des communistes yougoslaves.⁸

³ Evangelos Kofos, *The Impact of the Macedonian Question on Civil Conflict in Greece (1943-1949)* (Athènes, 1989), 17. Kofos dit qu'en novembre 1944, deux envoyés du KKE reçurent de Tito une réponse positive à la même question, mais « [...] quand la fusillade commença, cependant, Tito revint sur la promesse antérieure », *ibid.*, 40, note 48.

⁴ Lawrence Wittner, *American Intervention in Greece, 1943-1949* (New York, 1982), 27.

⁵ Mat. Esche, *Die Kommunistische Partei Griechenlands 1941-1949. Ein Beitrag zur Politik der KKE vom Beginn der Resistance bis zum Ende des Bürgerkrieges* (Münich-Vienne, 1982), 174.

⁶ *Ibid.* De l'historien militaire yougoslave Vojmir Kljaković à l'historien grec Vassos Mathiopoulos.

⁷ Vladimir Dedijer, *Tito speaks. His Selfportrait and Struggle with Stalin* (Londres, 1953), 238.

⁸ « La police d'Athènes a tiré sur des patriotes grecs appartenant au groupe EAM », *Politika*, 4 décembre 1944; « Papandreou tire sur un peuple sans armes », *Politika*, 5

Sans faire directement allusion aux combats dans Athènes, une critique sévère de la politique des partis grecs de droite par Vladimir Dedijer (qui fut plus tard le biographe officiel de Tito) paru dans *Borba*, le journal du Parti communiste yougoslave. Il accusait les politiciens bourgeois grecs de vouloir « retirer à [notre] patrie la totalité de la Macédoine » et de « semer la discorde parce qu'ils demandent à l'Albanie l'Albanie tout entière, à la Bulgarie la Bulgarie tout entière, sauf Sofia et Vidin ». Pour lui, il y avait derrière tout cela Napoleon Zervas, alors que les déclarations d'autres politiciens d'Athènes suggéraient que le gouvernement de Georgios Papandreou était d'accord avec lui. Il terminait son commentaire en disant que « [notre] peuple se rend bien compte que Papandreou en Grèce n'a personne d'autre [de son côté] que les hordes de la cinquième colonne de Zervas et un prince de sang allemand ... La victoire de Papandreou est la victoire d'un maniaque qui souhaite des conflits dans les Balkans, qui veut 'la Grande Grèce' ». ⁹

L'envoyé britannique à Belgrade, le général de brigade Fitzroy Maclean, avertit Tito le 7 décembre que la situation en Grèce était déjà assez mauvaise sans une interférence yougoslave. ¹⁰ Inquiété par les déclarations publiques de certains chefs partisans sur l'unification de la Macédoine, Tito assura Maclean que toutes les demandes yougoslaves concernant cette région seraient présentées « à la Conférence de paix, pas avant ». ¹¹ Tito dut démentir les rumeurs de mouvements d'une « brigade macédonienne » (partie du 15^{ème} corps d'armes) en direction de la Grèce. Le 12 décembre il donna ordre au quartier général de l'Armée nationale de libération et au Mouvement de résistance de Macédoine de « ne laisser en aucune façon cette unité traverser la frontière grecque », ce qui serait « un scandale international, compte tenu des circonstances ». Début janvier une révolte éclata (et fut immédiatement réprimée) dans le 15^{ème} corps de l'Armée nationale de libération de Yougoslavie à Skopje pour réclamer une campagne immédiate de « libération de Thessalonique ».

décembre 1944; « De nouveaux conflits sanglants ont éclaté hier entre le peuple et les autorités à Athènes et au Pirée », *Politika*, 5 décembre 1944. Le 6 décembre le *Politika* de Belgrade publia un petit « lexique » de courtes biographies des principaux hommes politiques grecs et des renseignements sur les partis politiques pour aider à comprendre une situation compliquée dans le pays voisin; « *Ko je ko i šta je šta u Grčkoj* » [Qui est qui et quoi est quoi en Grèce], *Politika*, 6 décembre 1944.

⁹ Vladimir Dedijer, « *Zločinački planovi neprijatelja na Balkanu* » [Les plans criminels des ennemis dans les Balkans], *Borba*, 11 décembre 1944. Ce commentaire réagissait à une carte publiée dans le magazine *Megali Idea. Organon alytolon Ellinon*, périodes B, ar. 6, 20 X 1944.

¹⁰ *Tito-Churchill, strogo tajno* [Tito-Churchill, Top Secret], ed. Dušan Biber (Zagreb, 1981), 392.

¹¹ *Ibid.*

Le 10 décembre Tito dit à Maclean qu'il espérait « que [nous serions] bientôt capables de trouver une solution pacifique, parce que ... la crise grecque provoque des inquiétudes dans ce pays [la Yougoslavie, note de l'auteur] ». Tito dit aussi que, d'après lui, Papandreou était le principal obstacle à une telle solution. Le général de brigade Maclean ne répondit pas et lui conseilla « de ne pas [se] mêler des affaires grecques ».¹²

Au lieu de critiquer directement l'intervention britannique dans les événements d'Athènes, la presse yougoslave parle des réactions défavorables survenues en Grande-Bretagne, surtout dans les rangs du Parti travailliste, de même que des critiques venant des États-Unis et d'autres pays alliés.¹³ Le langage utilisé dans la propagande de la radio yougoslave et les discours publics se fait par la suite plus direct et plus dur. Déjà à la mi-décembre ce changement incita les Britanniques à commencer à se demander si quelque chose de plus sérieux ne se cachait pas derrière cette attitude. Ils envoyèrent donc un avertissement à Tito sur « d'éventuelles conséquences graves en cas d'action précise ».¹⁴

Le différend en cours avec les Britanniques sur la participation aux opérations dans l'Adriatique acquit alors une signification différente pour les leaders partisans, ce que l'envoyé britannique à Belgrade reconnut.

Le refus des leaders partisans d'autoriser la construction d'une base aérienne à Zadar pour 21.000 soldats, l'interdiction d'ancrage à Split du destroyer *Delhi*, etc. prirent également un autre sens dans le contexte de la crise grecque.

Maclean expliqua dans un rapport au Foreign Office que « la position de partisans non identifiés » peut se comprendre plus facilement « à la lumière de notre intervention en Grèce », qui « pourrait vraiment faire croire que nous envisageons une action similaire dans ce pays ». Maclean en trouva maintes preuves dans les rapports des missions britanniques en divers endroits de Yougoslavie.¹⁵

¹² *Ibid.*, 398, 399.

¹³ Voir par exemple: « Le Parti travailliste profondément bouleversé », *Politika*, 7 décembre 1944; « Le Premier Ministre Churchill et le Ministre Eden répondent à une interpellation de M. Cox, membre du Parlement pour le Parti travailliste », *Politika*, 9 décembre 1944; « Les travaillistes demandent la cessation immédiate des hostilités », *Politika*, 12 décembre 1944; « Il doit y avoir une meilleure façon de résoudre la crise grecque... », *Politika*, 13 décembre 1944.

¹⁴ Wittner, *American Intervention*, 27.

¹⁵ *Tito-Churchill*, 399, 419; Elisabeth Parker, *Britanska politika na Balkanu u II svjetskom ratu* [Politique britannique dans les Balkans pendant la deuxième guerre mondiale] (Zagreb, 1978), 167-168.

Dès la fin de novembre 1944 Churchill était convaincu qu'il n'y avait aucun contact entre l'EAM et Moscou.¹⁶ Sir W. Mallet, l'ambassadeur britannique à Stockholm, informa le Foreign Office le 20 décembre que l'ambassadeur soviétique, Mme Kolontay, adoptait une « ligne fortement pro-Churchill ». Elle « [était] sûre que [nous faisons] de notre mieux dans une situation très compliquée [et faisait] remarquer que le gouvernement soviétique avait soigneusement évité de se mêler des discussions à propos de la Grèce. Il gardait un silence absolu ».¹⁷

Le Premier Ministre britannique dit au Cabinet que, à Yalta, « il n'y eut pas, de la part de Staline, de critique implicite de notre politique ... Staline avait respecté très scrupuleusement son acceptation [celle de Churchill] de notre position en Grèce. »¹⁸ Churchill témoigne dans ses mémoires de la passivité de Staline envers les événements de Grèce.¹⁹ Dans un message à Mackenzie King, Premier Ministre du Canada, Churchill mentionna le 15 janvier qu'il s'était assuré « l'accord verbal de Staline » pour que les troupes britanniques entrent en Grèce et « libèrent Athènes ». Il soulignait qu'il s'agissait là de « l'observation stricte de notre accord d'octobre » de sorte que, pendant les « longues semaines de combats avec les communistes dans les rues d'Athènes, aucune critique ne parut dans la *Pravda* ou dans les *Izvestia* ».²⁰

Cette attitude de l'Union soviétique a dû avoir une influence décisive sur la passivité des communistes des Balkans, à un moment où ils devaient renforcer leur position au pouvoir et « éliminer » les concurrents politiques locaux. Une intervention directe de Moscou – mais il n'y en eut pas – aurait permis à la gauche grecque de contrôler le gouvernement et aux Soviétiques d'avoir accès à l'Adriatique. Pour certains, cela aurait pu se faire en apportant une aide à la rébellion gauchiste armée en 1946, mais ne se produisit pas, parce qu'entre-temps « les limitations que Staline imposait à Tito, dans ses négociations sur Trieste et son soutien aux communistes grecs, avaient con-

¹⁶ Esche, *Kommunistische Partei*, 174.

¹⁷ Sir W. Mallet à Chr. Warner, 22 décembre 1944. PRO-FO 371-48319-Greece-British Policy, 1945, dossier 98-r-547.

¹⁸ Cité par Lloyd C. Gardner, *Spheres of Influence: The Partition of Europe, from Munich to Yalta* (Londres-Cambridge, 1993), 244.

¹⁹ Vinston Čerčil, *Drugi svetski rat VI, Trijumf i tragedija* [W. Churchill, Deuxième guerre mondiale, vol. VI, Triomphe et tragédie], 264, 266. Sur la passivité soviétique vis-à-vis des événements en Grèce à la veille de l'insurrection de décembre, voir Esche, *Kommunistische Partei*, 174, 186; J. Iatrides, *The Greek Communists « Second Round », 1944-1945* (Princeton, New Jersey), 221 sqq.

²⁰ Churchill, vol. VI, 276.

tribué à aigrir les relations avec la Yougoslavie ». Voilà ce qu'il en coûte de donner la priorité à une entente moribonde sur des gains géopolitiques.²¹

Petros Roussos, membre du Comité central du Parti communiste grec, alla à Moscou présenter une demande d'aide, mais les autorités soviétiques l'arrêtèrent le 18 décembre et le renvoyèrent en Grèce au bout de trois jours. L'historien américain Lawrence S. Wittner estime que c'est sans doute encouragé par le soutien de Tito que Roussos décida cette mission vouée à l'échec. En effet, Tito ne voulait pas continuer sa politique envers la Grèce « dans ces circonstances » seul et « sans l'appui des Soviétiques ». Il approuva aussi l'envoi d'une mission de l'EAM en France et en Grande-Bretagne via la Yougoslavie. Cependant, arrivée à Belgrade dans un contexte différent, elle ne fut pas reçue par Tito et n'obtint pas non plus d'assistance (des papiers yougoslaves pour continuer le voyage).²²

Georgi Dimitrov donna une réponse qui éclaire la position des partis communistes des Balkans et aida ainsi à éviter d'accorder une assistance aux rebelles d'Athènes. Le 15 décembre, il justifia cette attitude en disant que l'aide de la Yougoslavie et de la Bulgarie à l'ELAS, à ce moment-là, « n'aiderait pas beaucoup les camarades grecs », alors que d'un autre côté, cela se ferait « au détriment de la Yougoslavie et de la Bulgarie », ce qui devait « faire réfléchir nos amis grecs ». ²³ Selon une information de l'OSS (Bureau des services secrets américaine) du 13 janvier, le KKE reçut de Moscou un télégramme qui désapprouvait fermement « sa politique et son action ». ²⁴

La réponse donnée d'Athènes par Gheorgios Siantos (qui à l'époque remplaçait à la tête du parti communiste grec Nikos Zahariadis, toujours détenu dans un camp de concentration en Allemagne) était en contradiction avec son acceptation jusqu'alors inconditionnelle des directives de Moscou : « Nous continuons la lutte pour la liberté et l'indépendance de notre pays. » Cependant, il n'en informa pas le Bureau politique du KKE, qui avait parmi ses membres de fervents défenseurs d'un « compromis honnête » (D. Roussos et H. Hadzivasiliou), qui estimaient qu'il était temps de cesser le combat. ²⁵

Siantos informait Belgrade et Sofia des combats à Athènes. De tous les rapports que Siantos envoya à Tito, seulement 6 dépêches, qui décrivent

²¹ Michael McGwire, « National Security and Soviet Foreign Policy » in *Origins of the Cold War. An International History*, éd. M. P. Leffler et D. S. Painter (Londres-New York, 1994), 74.

²² Wittner, *American Intervention*, 27, 28; Gardner, *Spheres of Influence*, 244.

²³ Esche, *Kommunistische Partei*, 188, 119.

²⁴ Wittner, *American Intervention*, 27.

²⁵ Esche, *Kommunistische Partei*, 190. Sur la question de la date de ce télégramme, *ibid.*

la situation dans la dernière semaine de décembre 1944, ont été conservées dans les archives yougoslaves. Le 19 décembre, il rapportait que, au cours de deux semaines de combats, l'ELAS d'Athènes avait perdu la moitié de ses soldats, mais qu'ils avaient été remplacés par des volontaires.²⁶ Le 23 décembre il rapportait que les combattants de l'ELAS avaient réussi à infliger de lourdes pertes aux parachutistes britanniques à Kifisia après 36 heures de combat. Il rapportait aussi qu'ils avait capturé « 600 soldats y compris du personnel des forces aériennes anglaises, un général de brigade, commandant les forces aériennes », ainsi que sept canons et des munitions d'infanterie, et détruit un avion et deux tanks.²⁷ Le 27 décembre il faisait un bref rapport sur le commencement des négociations avec Churchill et Eden sur la fin des combats et la participation de la gauche dans la répartition des pouvoirs et les conditions du désarmement. Siantos promit de revenir sur les résultats des négociations.²⁸

Dans une dépêche de fin décembre 1944, sans date, il rendit compte à Tito du déroulement des combats à Athènes, surtout ceux aux alentours du sanatorium de Soteria. Il souligna qu'il « [s'attendait] à un nouveau débarquement des Britanniques » et que « le peuple voulait des fusils et des munitions ».²⁹ Dans la dépêche suivante, également sans date, il parlait en termes généraux de la poursuite de la « bataille d'Athènes » et de la « lutte de tout un peuple en Grèce » contre l'intervention britannique qui soutenait des « fascistes, anciens alliés de l'Allemagne ». Il accusait les Britanniques de retarder les livraisons de nourriture à la population et la distribution de l'aide de la Croix-Rouge. La dépêche se termine par une affirmation auto encourageante que « malgré un combat inégal notre position s'améliore ».³⁰

La dernière des dépêches adressées à Tito conservées (probablement de la première semaine de janvier 1945) parle de « la poursuite de l'avance de l'ELAS » contre les « Anglais et les fascistes ». En conclusion, il renouvelle la demande d'aide en munitions, surtout de « type italien », parce que les soldats de l'ELAS disposaient surtout d'armement saisi aux Italiens.³¹

Lorsque le dénouement, malheureux du point de vue de l'EAM et de l'ELAS, approcha, les événements d'Athènes furent couverts dans la presse yougoslave par des communiqués plus brefs. La fin des hostilités passa pr-

²⁶ *Ibid*, 190.

²⁷ Arhiv Jugoslavije [Archives nationales yougoslaves], SKJ, KMOV, Gr. IX, 15/1-67, 26/XII, Télégramme de Siantos du 23 décembre 1944.

²⁸ Esche, *Kommunistische Partei*, 119.

²⁹ AJ, SKJ, KMOV, Gr. IX, 20-III/1, CK ELAS (Siantos) à Josip Broz-Tito, sans date.

³⁰ *Ibid*. « *Boi v Atine...* » [Bataille d'Athènes], fin décembre 1944.

³¹ *Ibid*. « *ELAS prodolzhaet...* », sans date.

esque inaperçue, mentionnée seulement dans de courtes notes dans *Politika* les 10, 11, 12 et 13 janvier 1945.³² La signature de l'accord de paix de Varkiza fut traitée de la même façon.³³

Le 15 janvier Siantos fit savoir à Dimitrov que continuer un combat déséquilibré n'avait aucune chance de succès et que pour cette raison la direction de l'EAM/ELAS avait été forcée d'assumer une « cessation temporaire du feu afin de rechercher une solution politique. C'est pourquoi [nous avons] besoin d'une aide étrangère ». ³⁴ La réponse de Staline fut cassante : « La situation internationale ne justifie pas l'envoi d'une aide militaire aux camarades grecs. » Il leur fut conseillé de se retirer et de « préserver leurs forces ». ³⁵

Pendant que les représentants du gouvernement négociaient avec les chefs rebelles à Athènes, *Politika* publia un premier (et seul) long commentaire sur les événements de Grèce. L'auteur en était Vasa Čubrilović, professeur à l'université de Belgrade, connu avant la guerre pour ses prises de position politiques conservatrices, et à l'époque tout sauf proche idéologiquement des communistes. Čubrilović prétendait que les dirigeants britanniques « disent toujours qu'ils souhaitent sincèrement que les Grecs puissent choisir la forme de leur gouvernement », mais indiquent que la condition préalable à cela est « de donner le pouvoir en Grèce au 'gouvernement constitutionnel', d'assurer la liberté de vote à la population, de désarmer les unités des partisans ». Selon Čubrilović, cela signifiait que « le peuple grec [devait] rappeler le roi et son gouvernement avant les élections ... Le Mouvement de libération nationale [devait] démanteler son armée et devenir un parti politique ordinaire ». L'EAM ne le veut pas parce qu'elle sait bien « à quoi ces 'élections libres' ressembleraient si elles étaient conduites par lui [Papandreou] ». Il pensait que la question de la prise du pouvoir devait « être observée d'un autre point de vue, pas seulement constitutionnel. Si le pouvoir doit être remis à quelqu'un, il est juste qu'il soit remis à ceux qui y

³² « Prestale borbe u Atini » [Fin des combats à Athènes], *Politika*, 10 janvier 1945; « ELAS-ovi delegati kod Skobija » [Les délégués de l'ELAS chez Scoby], *Politika*, 11 janvier 1945; « Sporazum Skobija i ELAS-a » [Accord entre Scoby et l'ELAS], *Politika*, 12 janvier 1945; « ELAS ispunjava uslove primirja » [L'ELAS remplit les conditions de l'armistice], *Politika*, 13 janvier 1945.

³³ « Sinoć je u Varkizi potpisan sporazum » [Traité signé à Varkiza la nuit dernière], *Politika*, 14 février 1945.

³⁴ Dragan Kljakić, *Izgubljena pobeda generala Markosa* [La victoire perdue du général Markos] (Belgrade, 1987), 74. Georgi Dimitrov était chargé de liaison entre le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et les partis communistes des Balkans.

³⁵ Kljakić, *Izgubljena pobeda*, 75.

ont le plus grand droit moral en raison de leur combat et de leurs pertes ». Ainsi « la seule règle simple dans ce cas est [...] : celui qui dirige le peuple en temps de guerre doit le diriger en temps de paix. »³⁶

Dans un autre éditorial consacré aux relations entre la Yougoslavie et ses voisins, publié le 4 janvier 1945, Moše Pijade, l'un des proches collaborateurs de Tito, parlait en termes généraux des « relations étroites » établies pendant la guerre entre les représentants des mouvements de libération de Grèce et de Yougoslavie, comme les « solides fondations » d'une future coopération. Il ne mentionna jamais les événements en cours à Athènes.³⁷

Vers la fin de janvier (le 29) Tito assura à nouveau Maclean qu'il n'avait pas l'intention d'annexer des territoires de Grèce ou de Bulgarie *avant* (c'est l'auteur qui souligne) la Conférence de paix, à laquelle il soumettrait « de la façon appropriée toutes les demandes que [la Yougoslavie] pourrait avoir à présenter ». Maclean croyait que ces questions avaient déjà été résolues avec Moscou et que Tito n'attendait donc que le moment propice et, dans l'intervalle, préparait le public aux changements proposés.³⁸

Le 12 février Maclean redit au Foreign Office qu'à son avis l'intervention britannique en Grèce « n'avait pas donné une idée juste des intentions opérationnelles des Britanniques en Yougoslavie ». Bien que les déclarations officielles aient été discrètes, il n'y a pas de doute que les sympathies des partisans, qui tendaient à comparer la situation en Grèce et en Yougoslavie, allaient entièrement à l'EAM et à l'ELAS.³⁹

La déclaration selon laquelle « pour Tito une capitulation rapide et inattendue de CPG/ELAS à Varkiza (le 12 février 1945) avait clairement ruiné ses plans pour une future Macédoine unifiée » peut être sérieusement mise en doute. De plus, l'assertion que, dans la circonstance, Josip Broz-Tito aurait pu ou aurait voulu sortir du cadre de la politique de Staline envers les communistes grecs n'est pas prouvée.⁴⁰

L'attitude des Britanniques quant à leur intérêt en Yougoslavie et leur intérêt en Grèce présentait des différences évidentes. En réponse à un mes-

³⁶ Dr Vasa Čubrilović, « Grčka kriza » [La crise grecque], *Politika*, 26 décembre 1944. Čubrilović était l'un des membres les plus jeunes de l'organisation de nationalistes yougoslaves « La Jeune Bosnie » qui assassina François Ferdinand à Sarajevo en 1914.

³⁷ Moše Pijade, « Jugoslavija i njeni susedi » [La Yougoslavie et ses voisins], *Politika*, 4 janvier 1945.

³⁸ *Tito-Churchill*, 440.

³⁹ *Tito-Churchill*, 456. Maclean informa Londres qu'au cours de la visite du maréchal Alexander à Belgrade vers la fin de février 1945, des rumeurs voulaient qu'il « venait en compagnie du général Scoby pour renverser Tito et assurer la régence lui-même », *ibid.*, 488.

⁴⁰ Kofos, *Impact of the Macedonian Question*, 17.

sage de Churchill, le ministre des Affaires étrangères britannique, Anthony Eden, affirmait le 18 mars que la politique de Londres envers la Yougoslavie était « réaliste et pas trop ambitieuse », reconnaissant le fait que la Yougoslavie n'a pas pour la Grande-Bretagne « le même intérêt stratégique à long terme que la Grèce ou ... l'Italie » et que « la Yougoslavie est en dehors, ou, plus précisément, en bordure de la zone de nos intérêts majeurs ». Eden estimait que la politique de son gouvernement en Yougoslavie était basée sur un accord 50-50 avec Moscou et proposa que la partie britannique fasse un effort particulier pour que la Yougoslavie soit une zone « neutre », ce qui pourrait aider de façon non négligeable à protéger « [sa] position en Grèce et, dans une moindre mesure, en Italie ».⁴¹

Selon Eden, une bonne raison était aussi « le fait que la Yougoslavie [deviendrait] probablement le plus fort et le plus influent des États balkaniques ». Renoncer à « toute possibilité de conseiller ou de donner notre avis sur la conduite de la politique yougoslave » serait abandonner l'un des plus importants moyens d'influence sur l'ensemble des affaires balkaniques.⁴²

Mais Churchill pensait que la cause britannique en *Titoland*, comme il appelait la Yougoslavie, avait déjà été perdue dans le jeu avec l'Union soviétique parce que le gouvernement yougoslave « se jeta cordialement dans les bras de la Russie », et il était donc enclin à condamner « tout sacrifice important que nous devrions faire pour avoir le droit de jouer un jeu perdant », parce qu'il « n'y a rien qui puisse enlever la Yougoslavie à l'étreinte russe. Sur ce champ de bataille la politique doit être de *se détacher*. En revanche, en Grèce, il faut *tenir bon* » (c'est l'auteur qui souligne).⁴³

Cette formulation simple devait être la caractéristique de la politique britannique dans les Balkans dans les années à venir. Après l'abandon de positions aux États-Unis d'Amérique, elle resta la prémisses essentielles des relations avec la Yougoslavie et la Grèce.

Dans une analyse de l'Ambassade de Yougoslavie à Athènes de la situation en Grèce après Varkiza (juillet 1945), il est admis que l'intervention britannique et « les fautes des chefs de l'EAM aboutirent ... à la défaite du mouvement grec de libération nationale et à l'arrivée au pouvoir des réactionnaires grecs ». Les événements de la vie politique (remplacement du gouvernement de Papandreou, puis de celui de Plastiras, auquel succéda celui de l'amiral Voulgaris) dénotèrent une politique que l'on peut décrire

⁴¹ *Tito-Churchill*, 496.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*, 503, 504, dans une note personnelle à Sir Orme, 20 avril 1945.

comme annonçant « l'établissement d'une dictature monarchique et militaire ». ⁴⁴

Pour les membres les plus radicaux de l'ELAS et du KKE et surtout les combattants d'origine slavo-macédonienne, les conditions de l'accord de Varkiza en février 1945 étaient inacceptables, et ils émigrèrent vers les pays voisins, principalement la Yougoslavie. Selon des chiffres officiels yougoslaves quelque 25 à 30.000 citoyens grecs, des officiers et des soldats de l'ELAS avec leurs familles, trouvèrent refuge en Yougoslavie. En 1945, un groupe de ces immigrants organisa dans le village de Buljkes, en Voïvodine, Serbie du nord, une véritable « commune autonome grecque », de quelque 3 à 4.000 habitants. Ils fondèrent des écoles, un hôpital, mais aussi – après le commencement de la guerre civile en Grèce – une « académie militaire » pour officiers de l'Armée démocratique. ⁴⁵

Le commencement de la guerre civile en 1946 ouvrit également une nouvelle période, complexe, des relations entre la Grèce et la Yougoslavie, dans le contexte général d'une guerre froide chargée de conflits politiques et idéologiques, d'incidents de frontières, d'interférence dans les conflits internes, d'accusations devant les organisations internationales, etc. Cette situation évolua suivant les circonstances: le conflit Tito-Staline qui débuta pendant l'été de 1948, l'isolation de la Yougoslavie et l'amélioration des relations entre les pays occidentaux, le conflit entre l'PCY et le KKE, la fin de la guerre civile en Grèce. Les relations diplomatiques se normalisèrent au début de 1950 et en 1953-54 la Yougoslavie signa avec la Grèce et la Turquie le Pacte balkanique. ⁴⁶

*Department d'Histoire
Faculté de Philosophie
Université de Belgrade*

*UDC 355.426(495 Athina)"1944"
329.13/:323.269.6](495)"1944"
94(497.1):327.2(410:495)]"1944"*

⁴⁴ SMIP, PA, Grèce, 1945, f 10, d 8, pov. 2667, 9 VII 1945. Rapport sur la situation politique en Grèce.

⁴⁵ Milan Ristović, « Eksperiment Buljkes: grčka republika u Jugoslaviji 1945-1949 » [L'expérience Buljkes: la République grecque en Yougoslavie 1945-1949], *Godišnjak za društvenu istoriju* IV,2-3 (1997), 179-181.

⁴⁶ John O. Iatrides, *Balkan Triangle. Birth and Decline of an Alliance Across Ideological Boundaries* (La Haye: Mouton 1968); Milan Ristović, « Jugoslawien und der Bürgerkrieg in Griechenland (1945-1950) », *Thetis, Mannheimer Beiträge zur Klassischen Archeologie und Geschichte Griechenlands und Zyperns*, Bd. 4 (Mannheim, 1997), 290, 291.

